

Maître d'ouvrage :



99, avenue Jean-Baptiste Clément – 93430 VILLETANEUSE

Opération :

UNIVERSITE SORBONNE PARIS NORD

Site de **Villetaneuse** : 99, avenue Jean-Baptiste Clément, 93430 Villetaneuse

Site de **Bobigny** : 74, rue Marcel Cachin 93017 Bobigny

Site de **Saint-Denis « IUT »** : Place du 8 mai 1945 - 93206 Saint-Denis

Site de **Saint-Denis « Plaine »** : 5, rue de la Croix Faron - 93206 Saint-Denis Cedex

Phase :

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES LOT N° 3 - REMPLACEMENT DES VOUTES ECLAIRANTES

Coordinateur SPS :

CCB CONSULT

Bureau de contrôle :



Bureau d'Études Rénovation :

SIRADEX
ZAC des Gaulnes
115, rue Gustave Eiffel
69330 MEYZIEU



Indice	Date	Modification(s)	Réalisé par	Vérifié par
1	06/11/23	Edition originale	EB	MB
2	22/01/24	Modification page de garde	EB	MB

CHAPITRE 1 – GENERALITE

1.1 PRESENTATION DU PROJET

Le présent CCTP porte sur le remplacement des voutes éclairantes des bâtiments suivants :

Site de Villetaneuse : 99, avenue Jean-Baptiste Clément, 93430 Villetaneuse

- Amphis 5,6 et 7 – Droits et Lettres
- Forum

TRANCHES ET OPTIONS

Les travaux du présent lot feront l'objet d'une seule tranche

Amiante :

Un repérage amiante avant travaux doit être effectué par le Maître d'Ouvrage.

ALOTISSEMENT

Lot 3 : Remplacement des voutes éclairantes

1.2 PRINCIPE DE CONSULTATION

Il est rappelé que les références mentionnées dans les CCTP et DPGF de cette consultation et se rapportant à des marques ou des catalogues de fabricants connus et réputés, ont pour objet de faciliter le travail de l'entreprise dans sa compréhension des attentes du maître d'ouvrage surtout au niveau de la qualité de la prestation attendue.

Les entreprises :

Soit s'engagent à respecter les prescriptions proposées ; l'absence de mention particulière dans leur offre vaut engagement de l'entreprise d'installer les produits proposés dans le cahier des charges,

Soit proposent des marques différentes mais rigoureusement équivalentes techniquement et qualitativement au produit préconisé auquel cas l'entreprise doit mentionner très précisément les références de la marque qu'elle se propose d'utiliser, ceci afin que lors de l'analyse technique, cette conformité puisse être vérifiée.
tre vérifiée.

Il est fortement recommandé aux candidats d'utiliser la DPGF fournie dans le DCE. Si le candidat souhaite une présentation différente de son devis, il est autorisé à le faire à condition de reprendre tous les postes et articles mentionnés dans la DPGF du DCE, mais en cas d'omission ou d'erreur, l'entreprise sera tenue responsable et son offre jugée non-conforme.

1.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

Il est fortement recommandé de procéder à une visite de l'ouvrage afin que l'entrepreneur puisse :

- Apprécier exactement toutes les conditions d'exécutions des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.
- Procéder à une visite détaillée de l'ouvrage et apprécier toutes les sujétions résultantes :
 - De la conception des bâtiments,
 - De la configuration des accès et abords,
 - Des moyens d'approvisionnement,
 - Des conditions de stockage,
 - De l'éloignement des décharges autorisées,
 - Des possibilités d'installation de chantier.

Les entrepreneurs pourront lors de cette reconnaissance effectuer tous les essais, sondages, prélèvements qu'ils jugeront utiles.

Il s'engage à :

Assurer l'organisation de son chantier pour permettre à tout moment le bon déroulement des travaux dans les meilleures conditions et délais contractuels.

Assurer le hors d'eau permanent durant toute la durée du chantier.

Veiller à assurer une parfaite discrétion pour ne pas gêner l'activité du site.

1.4 ETENDUE DES PRESTATIONS

L'entrepreneur doit comprendre dans ses prix unitaires :

- La fourniture, la pose et l'enlèvement des échafaudages, platelages et filets nécessaires à l'exécution de ses ouvrages et à la sécurité de ses ouvriers.
- La protection de ces ouvrages jusqu'à la réception, l'enlèvement de ces protections, les raccords éventuels.
- Le ramassage, la descente et l'enlèvement de ses déchets et déblais.
- Toutes les prestations nécessaires à une parfaite finition de ses ouvrages, le détail descriptif n'étant pas limitatif des prestations accessoires.
- La mise hors d'eau permanente des toitures ainsi que des complexes mis en œuvre (étanchéité et isolation).

Le cas échéant, l'entrepreneur aura à sa charge de faire établir un constat d'huissier explicitant les désordres constatables avant son intervention, et dont il pourrait être rendu responsable.

1.5 ENVIRONNEMENT ET NUISANCES

- L'entrepreneur devra veiller à la protection de l'environnement et ne devra en aucun cas permettre sans accord préalable, toutes implantations, tous passages de véhicules ou de personnels en dehors des limites de chantier.
- L'entreprise devra en outre toutes les réfections nécessaires dans le cas de détériorations accidentelles des ouvrages publics ou privés, pendant toute la durée des travaux, ainsi que l'entretien et le curage des caniveaux et canalisations extérieurs dans lesquels, elle serait amenée à évacuer des eaux.
- acuer des eaux.
- L'entrepreneur devra en particulier assurer le nettoyage permanent des chaussées d'accès au chantier et la réfection dans les 24 heures, dans le cas de détériorations accidentelles.

- Le fonctionnement des moteurs et appareils devra être réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux riverains, en particulier des mesures devront être prises pour limiter le bruit produit par les moteurs, outils ou appareils employés sur le chantier conformément à la législation en vigueur.

1.6 AMIANTE

Un repérage amiante avant travaux doit être effectué par le Maître d'Ouvrage.

1.7 NETTOYAGE DE CHANTIER

- L'entreprise devra le nettoyage des locaux ou parties communes au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la remise en états des espaces verts, des enrobés et abords des bâtiments avant la réception des travaux.
- s des bâtiments avant la réception des travaux.
- L'entreprise devra le tri sélectif de ses déchets de chantier conformément à la réglementation européenne en vigueur, notamment en ce qui concerne les DIB étanchéité et isolation, les certificats de suivi de déchets seront demandés avec le DOE.

1.8 DECHETS

Depuis le 22 Juin 2002, les déchets provenant des démolitions font l'objet d'un tri sélectif.

Le tri sélectif se fera :

- Soit sur le chantier chaque fois que cela est possible.
- Soit sur une plate-forme hors du chantier.

Les déchets à évacuer pourront être du type suivant :

1.8.1 Les déchets inertes

Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage tels que les pierres, les gravats, le béton, la céramique, la terre cuite.

Ils sont destinés soit au recyclage soit au stockage en décharge pour matériaux inertes 'dite de classe III'.

1.8.2 Les déchets non dangereux

Exemple : déchets industriels banals ou DIB.

Ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxiques, mais qui ne sont pas inertes, comme les revêtements de sols et de murs, le bois non traité, les plastiques, les métaux, ...

Ils doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, recyclage, récupérable, valorisation, soit vers des incinérateurs de stockage de classe II.

1.8.3 Les déchets dangereux

Exemple : déchets industriels spéciaux ou DIS

Ce sont des déchets tels que ; les résidus de peinture, les pots de colle, les déchets qui contiennent de l'amiante, les bois traités, ..., qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques.

Ils doivent être orientés vers des sites de traitements adaptés : installation de stockage de classe I, unité de régénération, unité d'incinération spécifique, ...

Ils doivent faire l'objet de bordereaux de suivi de déchets industriels (tels que régis par l'arrêté du 4 janvier 1985).

1.8.4 Les emballages

Comme les housses PVC, les cartons, les palettes, etc.

Ce sont des déchets appartenant à la catégorie des DIB mais soumis à des objectifs de valorisation stricts.

Les déchets d'emballage doivent être valorisés et remis à des entreprises agréées.

Les entrepreneurs seront responsables de leurs déchets.

Ils devront prendre connaissance de la recommandation T2.2000 ou de la norme NFP 03.001 comme texte de référence pour la gestion des déchets.

Toute méthode évitant le mélange des déchets est encouragée.

Le maître d'œuvre et le coordinateur SPS suivront durant la durée du chantier la gestion des déchets, de leurs tris et de leurs destinations.

En conséquence, les entreprises tiendront compte de cette contrainte dans leur offre.

À partir du 1er juillet 2021 (décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020), le devis de travaux devra ainsi obligatoirement contenir les mentions suivantes :

- L'estimation de la quantité totale de déchets générée par l'entreprise sur la durée du chantier ;
- Les modalités de gestion et de collecte des déchets sur le chantier (effort de tri effectué, nature des déchets pour lesquels une collecte spécifique est prévue) ;
- Le(s) point(s) de collecte vers lesquels les déchets seront acheminés par les constructeurs ou les sous-traitants (identification par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation) ;
- L'estimation des coûts associés à la gestion et à l'enlèvement de ces déchets.

En cas de manquement à cette nouvelle obligation, elles risquent une amende administrative. Son montant peut aller jusqu'à 3.000€ pour une personne physique, 15.000 € pour une personne morale.

Un bordereau de dépôt devra être remis gracieusement par l'installation de collecte où seront déposés les déchets inertes (béton, gravats, tuiles, briques...) ou non dangereux (bois, plastiques, métal, plâtre...) des entreprises du bâtiment et/ou de jardinage.

Tous les centres de collecte et collecteurs sont concernés par cette nouvelle démarche, déchèteries publiques comprises si elles accueillent les collectes des déchets de chantier.

Ce document doit être rempli et signé à la fois par l'installation de collecte et par l'entreprise de travaux. L'installation de collecte doit y préciser :

- Ses coordonnées,
- La date de dépôt des déchets,
- La nature et la quantité des déchets déposés (après examen visuel ou pesée),

Le professionnel du bâtiment devra, lui, y mentionner :

- La raison sociale, le numéro Siret ou Siren et l'adresse de son entreprise ;
- Les informations relatives au(x) maître(s) d'ouvrage des chantiers d'où proviennent les déchets (nom ou raison sociale, adresse, numéro Siret ou Siren le cas échéant).

Plusieurs maîtres d'ouvrage peuvent être concernés, notamment si les déchets sont issus de plusieurs chantiers.

Ce bordereau devra être conservé par l'entreprise qui pourra la présenter sur demande au maître d'ouvrage du chantier ou en cas de contrôle. Un arrêté est encore attendu pour préciser le contenu détaillé du bordereau de dépôt des déchets.

En cas de non-respect de cette obligation, les sanctions peuvent être lourdes : jusqu'à deux ans d'emprisonnement et 75.000€ d'amende.

VALORISATION DES DECHETS

Une ordonnance du gouvernement N°2020-920 du 29 juillet 2020, relative à la prévention et à la gestion des déchets faisant écho à la loi du 10/02/2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, demande aux Maîtres d'Ouvrage considérés comme producteur de ces déchets et en conséquence responsables, de valoriser à 70 % des déchets de travaux publics et de bâtiments. La valorisation des déchets implique de favoriser en priorité le réemploi, et à défaut le recyclage de ces substances ; ou de tendre vers une valorisation énergétique de ces déchets. Si le Maître d'Ouvrage, au titre de l'article L.541-16 du code de l'environnement, est responsable des déchets de chantier en tant que producteur, l'entreprise l'est également dans la mesure où elle en est le détenteur durant l'exécution des travaux. En outre, elle reste également détenteur de ses propres déchets. Enfin, la loi, une fois que son application sera définie, contraindra par ailleurs le Maître d'Ouvrage à assurer la traçabilité des substances. Au jour de cette consultation, il n'est pas demandé à l'entreprise de tenir compte dans son offre de cette obligation mais le Maître d'Ouvrage souhaite sensibiliser l'entreprise à ces futures obligations.

1.09 CONSISTANCE DES TRAVAUX

- Installation de chantier
- Protection en sous-face des voutes
- Pose des nouvelles verrières d'éclairage
- Evacuation des protections et des installations de chantier

1.10 CONTRAINTES POUR LES OCCUPANTS

Les travaux se dérouleront en site occupé ayant pour conséquences certaines contraintes :

- Contraintes sonores liées aux travaux d'intérieur et d'extérieur. Les horaires seront adaptés et en adéquations avec les occupants du site.
- Les travaux près des acrotères donnant sur les espaces extérieurs empêcheront l'accès des élèves et enseignants à cette zone, nous demandons à l'entreprise titulaire des travaux de mettre en place des barrières Heras pour mettre en place une distance de sécurité entre les élèves et enseignants et les façades.
- Une ou plusieurs nacelles seront présentes sur site pour les opérations sur les toitures et circuleront sur les espaces verts et cours du site. Les abords devront être libérés pour permettre l'intervention de l'entreprise.
- Les groupes VMC devront être déposés et reposés dans le cadre des travaux ce qui conduira à l'arrêt de leur fonctionnement.

ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE POUR LE RESPECT DES REGLES DE SECURITE DANS L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ETANCHEITE SUR UN SITE OCCUPE PENDANT LA DUREE DES TRAVAUX

Pendant la durée des travaux, l'Entreprise s'engage formellement à prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre en application et faire respecter par son personnel ou intervenants qu'elle aura mandaté, sous son entière responsabilité, les consignes suivantes :

- Mise en place de protections appropriées contre la chute de matériaux et de toutes les signalisations nécessaires.
- Prendre toutes les dispositions nécessaires durant la durée des travaux pour protéger les personnes et les biens.
- Mise en place de toutes les protections requises et jugées utiles contre les risques d'incendie.
- Exécution des travaux considérés comme potentiellement dangereux et pouvant mettre en danger les personnes et les biens, pendant les tranches horaires où le bâtiment est inoccupé.
- Mise à disposition du personnel et autres intervenants mandatés par l'Entreprise de tous moyens d'extinction jugés utiles par l'Entreprise ainsi que par le(s) représentant(s) du Maître d'Ouvrage, les services du feu et de secours et le Maître d'œuvre.
- Définition et mise en place préventive des cheminements, couloirs d'évacuation et du balisage nécessaire afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.
- L'Entreprise est dans l'obligation de désigner un Responsable chargé de l'application stricte et rigoureuse de l'ensemble des mesures et consignes faisant l'objet de la présente. Le nom du responsable sera notifié par lettre avec A.R. au représentant du Maître d'Ouvrage ainsi qu'au Maître d'œuvre.
- Les copies des autorisations et autres documents approuvant les travaux et les modalités de l'intervention seront également transmises au représentant du Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre avant le commencement des travaux par l'Entreprise.
- L'Entreprise assume l'entière responsabilité des dommages qu'elle pourrait causer par le non-respect des règles ici décrites ainsi que toutes celles, même non énumérées ici, qui découlent de l'esprit de la présente, du bon sens et des Règles de l'Art de la profession.
-
- Aucune dérogation de l'une de ces règles ne sera tolérée, quelle que soit la difficulté d'exécution des travaux et le Maître d'œuvre est habilité à interrompre à tout moment les travaux, sans aucune contrepartie financière, s'il juge que l'une de ces règles n'est pas respectée.
- Le responsable du site concerné est associé à l'ensemble des démarches décrites par la présente.
- L'ensemble des coûts que représente la mise en place et le respect des règles et consignes faisant l'objet de la présente doit être chiffré et fait partie intégrante du montant des travaux.
- L'Entreprise s'engage à prendre à sa charge l'intégralité des éventuels dépassements concernant le poste sécurité décrit par la présente.
- L'Entreprise, en plus des attestations d'assurance nécessaires au marché, fera toutes les démarches nécessaires auprès de son (ses) assurance(s) pour informer celle(s)-ci des conditions particulières et risquées de son intervention sur les bâtiments en question ici.

CHAPITRE 2 – DESCRIPTIF DES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES VOUTES ECLAIRANTES

ARTICLE 1 – SECURITE ET INSTALLATION DE CHANTIER

Les travaux se dérouleront en site occupé, de ce fait, l'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires à la sécurité du personnel et des utilisateurs du site suivant les normes de sécurité en vigueur et les données du Maître d'Ouvrage, du maître d'œuvre et du CSPS.

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise titulaire et ses sous-traitants éventuels devront procéder à la visite préalable des lieux avec le responsable du site, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordinateur SPS, et respecter les consignes définies par ces derniers.

La présence d'un extincteur par chalumeau à proximité du personnel est obligatoire lors des travaux à la flamme.

Elle devra intégrer dans son offre tous les frais relatifs aux mesures d'hygiène liées à la gestion du COVID19.

1.01 INSTALLATION DE CHANTIER

Autorisations de voirie :

L'entreprise devra prendre à sa charge toutes les démarches administratives et les frais d'occupation de voirie pour les opérations de grue si implantation sur la voie publique.

Constat d'huissier :

L'entreprise devra faire réaliser un état des lieux constaté par huissier du bâtiment, y compris les parties communes et ses abords. Cet état des lieux devra également prendre en compte les équipements techniques présents en toiture.

Toutes les garanties de sécurité devront être prises, suivant les normes en vigueur.

Panneau réglementaire de chantier :

Fourniture et mise en place d'un panneau réglementaire comprenant les informations légales, les coordonnées des intervenants, y compris sérigraphie du logo du Maître d'ouvrage à sa demande.

Base vie :

Mise en place de baraquements de chantier chauffé, comprenant vestiaires et salle de restauration. Un baraquement WC sera aussi à prévoir.

L'entreprise devra prendre en compte toutes les recommandations liées au COVID19 et tous les frais liés.

Aire de stockage :

Aménagement au sol d'une aire de stockage (matériaux, matériel et bennes) fermé par des barrières métalliques à ossature tubulaire et remplissage en treillis soudés, maintenues par des plots béton. Le maintien des clôtures devra être étudié pour qu'aucune contrainte (vandalisme ou effets des vents) ne vienne compromettre la sécurité des personnes. L'emplacement est à définir avec le coordinateur SPS.

Sécurité et signalétique :

Balisage de la zone d'approvisionnement délimitée par des barrières de protection.

Toutes les garanties de sécurité devront être prises suivant les normes en vigueur.

Toute demande d'autorisation de voirie sera à la charge de l'entreprise.

Point d'eau :

L'entreprise devra s'assurer de la présence d'un point d'eau accessible dans l'enceinte du chantier. Dans le cas contraire, l'entreprise devra s'alimenter par ses propres moyens (ex. : bouteilles, jerrican).

En cas de prise d'eau sur une installation publique ou privée, l'entreprise devra l'installation d'un compteur à décompte, et le règlement de l'eau consommée en fin de chantier.

Branchement électrique

Mise en œuvre d'un coffret électrique portatif de chantier en 2 x 220 V, avec disjoncteur différentiel 2 x 10/32A 30MA. Les rallonges de câbles à employer seront de type HO7 et ne devront pas excéder une longueur supérieure à 25 mètres.

En cas de prise d'énergie sur une installation publique ou privée, l'entreprise devra l'installation d'un compteur à décompte, et le règlement de l'énergie consommée en fin de chantier.

Protections :

Toutes les garanties de sécurité devront être prises, suivant les normes en vigueur.

Nettoyage :

L'entreprise devra le nettoyage général du chantier quotidiennement.

L'entreprise devra le repli de toutes ces installations.

Métré au Forfait

Localisation : Pour l'ensemble des travaux

1.02 SECURISATION EN SOUS-FACE

Nota : Cette sécurité devra être mise en place en tout début d'opération, avant toute intervention en toiture.

Fourniture, mise en place et retrait en fin de chantier de filet de sécurité en sous-face des trémies des verrières. Ce filet devra également comporter un polyane pour éviter l'entrée de poussière ou de petits gravas à l'intérieur des locaux en sous-face.

Métré au m²

Localisation : En sous-face des trémies

1.03 DOE

Remise d'un dossier des ouvrages exécutés au maître d'œuvre (pour visa) et au maître de l'ouvrage à la réception des travaux.

Ce document de synthèse sera composé à minima d'un mémoire technique reprenant les travaux réalisés, toutes les notes de calculs demandées, les avis techniques des matériaux utilisés, les fiches techniques des produits, les plans nécessaires à la bonne compréhension, les plans DWG avec implantation des nouveaux ouvrages et transformations du nouveau projet sur la base de fichiers existants, tous documents demandés par le maître de l'ouvrage, le bureau de contrôle ou le maître d'œuvre pendant la durée des travaux.

1 exemplaire papier et 2 sur support numérique.

Métré au forfait

Localisation : Pour l'ensemble du chantier

ARTICLE 2 – TRAVAUX DE DEPOSE

L'entreprise devra assurer le hors d'eau durant le déroulement des travaux.

2.01 Dépose des voutes

Dépose et évacuation des voûtes filantes existantes (costière + voute + brise-soleil), tri des déchets et mise en décharge.

Cette dépose devra être effectuée en corrélation avec le lot étanchéité pour éviter de laisser les trémies ouvertes plus d'une journée.

Métré au m²

Localisation : Sur l'ensemble des terrasses comportant des voutes

ARTICLE 3 – TRAVAUX PREPARATOIRES

3.01 Costière métallique

Fourniture et pose de costières métalliques en acier prélaqué (côté intérieur) de 20/10^{ème} d'épaisseur. En partie supérieure la costière devra comporter un larmier suffisant pour la fourniture et mise en œuvre d'une isolation thermique en laine de roche de 60 mm d'épaisseur avec surfaçage thermofusible pour application du relevé d'étanchéité (au lot étanchéité).

Métré au ml

Localisation : Sur l'ensemble des terrasses comportant des voutes

ARTICLE 4 – VOUTE ECLAIRANTE

4.01 Verrière polycarbonate

Fourniture et mise en œuvre de verrières courbe en polycarbonate sur ossature alu brut, autoportante sur la largeur de la trémie existante.

Remplissage en polycarbonate alvéolaire, ayant pour caractéristiques suivantes :

- Epaisseur : 32mm
- Nombre de parois : 10
- Coloris : IR Gold
- Réaction au feu : B-s2, d0
- TL = 30%
- Fs = 0,33
- Ug = 1,20 W/m²K
- Réduction acoustique : 20dB

Données techniques de la verrière :

- Remplissage polycarbonate.
- Aluminium brut.
- Ug : 1,20 W/m²K.

- $U_w < 1,40 \text{ W/m}^2\text{K}$.
- Etanchéité Air Eau Vent : A4 VA3 E9A.
- 1200 joules
- Entaxe profil : 1270 mm

Ossature à rupture de pont thermique y compris joints d'étanchéités à l'air sur profilés drainants et serreurs, joints continus enveloppant.

Métre au m²

Localisation : Sur l'ensemble des terrasses comportant des voutes

